

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-CINQUIÈME SESSION
Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
4^e séance
tenue le
lundi 8 octobre 1990
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 4^e SEANCE

Président : M. MAYCOCK (Barbade)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : PLAN DES CONFERENCES

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES
DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/45/SR.4
7 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

90-56126 4155U (F)

/...

18p

La séance est ouverte à 10 h 25.

POINT 116 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (A/45/5 et Corr.1, volumes I, II et III et Add.1, Add.2 et Corr.1, Add.3 à 5, Add.6 et Corr.1, Add.7 et 8; A/45/457, 509, 537 et 570)

1. **M. PREMPEH** (Président du Comité des commissaires aux comptes), présentant les rapports du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989, fait observer que le Comité a présenté ses recommandations et observations conformément aux demandes que lui avait adressées l'Assemblée générale dans les paragraphes 7 et 8 de sa résolution 44/183. Il a également continué à présenter ses rapports en deux parties, pour plus de clarté. En ce qui concerne la demande tendant à ce que le Comité élargisse la portée des travaux prévus à l'article 12.5 du règlement financier de l'Organisation, le Comité estime qu'il a toujours donné à ses travaux la portée voulue. Il entend par là que ses travaux comportent les vérifications d'usage, à savoir la vérification de conformité et les vérifications comptables, ainsi que l'examen approfondi des documents et des systèmes comptables pour s'assurer que les fonds sont utilisés de façon rationnelle et efficiente et pour les fins prévues. En ce qui concerne les aspects relatifs au programme, le Comité reste convaincu qu'une vérification approfondie de l'efficacité des programmes nécessite de faire appel à une diversité de techniques et de disciplines auxquelles, faute de ressources suffisantes, il ne peut actuellement recourir. Si, en revanche, "élargir la portée des travaux" signifie s'interroger sur le bien-fondé des politiques définies par l'Assemblée générale en ce qui concerne ses programmes, tous les membres du Groupe des vérificateurs externes des comptes conviennent que cela n'entre pas dans le cadre de leur mandat actuel.

2. Le Comité a donné suite aux demandes formulées dans les paragraphes 22 et 24 de la résolution 44/183 et a présenté, conformément au paragraphe 9 de cette résolution, un bref document (A/45/457) récapitulant ses principales constatations, conclusions et recommandations d'intérêt commun, classées par domaine de vérification.

3. Au cours de l'exercice passé, le Comité des opérations de vérification des comptes est resté en contact suivi avec les administrations des différentes entités faisant l'objet d'une vérification et a publié 69 lettres de recommandations à l'issue de ses vérifications. C'est sur la base des constatations figurant dans ces lettres que le Comité des commissaires aux comptes a établi les rapports soumis à l'Assemblée générale. Les membres du Comité des opérations de vérification des comptes ont également travaillé en étroite collaboration avec différents services de vérification interne des comptes ainsi qu'avec le Corps commun d'inspection et ont eu le 5 septembre 1990 un entretien avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires qui a porté sur les rapports des commissaires aux comptes.

(M. Prempeh)

4. Au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), des améliorations notables ont été constatées en 1989 en ce qui concerne la vérification en temps voulu des dépenses relatives aux programmes. Toutefois, la proportion des dépenses non vérifiées par rapport à l'ensemble des dépenses des programmes reste trop forte pour que les commissaires puissent émettre une opinion sans réserve. Des efforts doivent être faits pour obtenir en temps utile les états financiers vérifiés des dépenses au titre de programmes du PNUD et du FNUAP encourues par les agents d'exécution, afin que les commissaires aux comptes puissent émettre une opinion sur les états financiers de ces deux organismes. En ce qui concerne le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les dépenses imputées sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence au cours de l'exercice biennal 1988-1989 n'ont pas été comptabilisées séparément dans l'état VI, mais ventilées au titre de la masse commune des ressources entre les dépenses relatives aux programmes des différents pays ayant reçu des crédits prélevés sur ce fonds. Il en est résulté une surévaluation des dépenses au titre des programmes dans les pays bénéficiaires. Pour accroître la transparence, l'UNICEF devrait à l'avenir comptabiliser séparément dans ses états financiers tous les engagements et dépenses imputés sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence.

5. A l'ONU, le contrôle des dépenses par rapport aux allocations de crédits et au montant total des crédits ouverts n'est pas exercé avec efficacité; de ce fait, il est devenu habituel de demander l'autorisation d'effectuer des virements entre chapitres du budget de façon que, pour chaque chapitre, les dépenses ne dépassent pas les crédits ouverts. Le Comité estime qu'une amélioration des méthodes de prévisions des dépenses, en particulier dans le rapport final sur l'exécution du budget, permettrait d'éviter autant que possible les virements entre chapitres du budget. En ce qui concerne l'achat de matériel, la méthode de comptabilisation des engagements non réglés employée par le PNUD, le FNUAP et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) continue de différer des principes comptables généralement admis, mais l'examen effectué par le Comité n'a pas révélé d'irrégularités graves. Dans le cas de l'UNRWA, la nouvelle méthode de comptabilisation des engagements introduite en 1989 devrait contribuer à une plus grande transparence dans les rapports financiers.

6. L'examen de l'exécution des programmes de l'UNICEF auquel a procédé le Comité a montré qu'il reste beaucoup à faire pour améliorer l'exécution des projets, particulièrement en Afrique et en Asie. Une certaine prudence s'impose en outre lorsqu'on réaffecte des fonds, initialement prévus pour des projets dont l'exécution est lente, à des projets dont l'exécution est rapide, si l'on ne veut pas négliger par inadvertance des projets situés dans des zones "difficiles" dont l'exécution se heurte à des problèmes chroniques.

7. Le Comité a souligné la nécessité d'améliorer le contrôle des avances en espèces faites aux agents d'exécution. Au FNUAP, de nombreux projets accusaient d'importants soldes non réglés au titre des avances à la fin de 1989, alors que peu de dépenses avaient été signalées par les gouvernements participants. Des

(M. Prempeh)

problèmes analogues ont été relevés au PNUD et à l'UNICEF. Tout en notant l'explication selon laquelle les fonds en question pouvaient avoir été utilisés sans que cela ait été signalé en temps voulu, le Comité a souligné que les états financiers devraient rendre compte des dépenses au titre des projets avec plus d'exactitude. Au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'insuffisance du contrôle des dépenses relatives aux projets tient en partie au manque de ressources et à l'absence de méthodes de contrôle appropriées.

8. M. MSELLE (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif publié sous la cote A/45/570, dit que, pour la première fois, le Comité consultatif a rencontré des représentants du Groupe des vérificateurs externes des comptes et a procédé à un échange de vues sur les points suivants : définition de principes comptables généralement admis applicables par tous les organismes des Nations Unies; mise au point d'un programme de sensibilisation aux risques de fraude; sécurité des systèmes informatiques; présentation dans les états financiers des organismes des Nations Unies, soit par constitution d'une provision, soit par voie de notes, de l'élément de passif correspondant aux indemnités payables lors du départ de fonctionnaires; arriérés de contributions dus par les Etats Membres. Ces échanges, des plus opportuns, ont été très fructueux et le Comité consultatif espère que les réunions avec les représentants du Groupe des vérificateurs externes des comptes se poursuivront à l'avenir. Pour les raisons indiquées dans les paragraphes 6 à 10 de son rapport, le Comité consultatif a décidé qu'il faudrait accorder la priorité à la question de la définition de principes comptables généralement admis qui puissent répondre aux besoins spécifiques de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; il a donc recommandé que l'Assemblée générale invite le Groupe des vérificateurs externes des comptes à faire une étude sur la question. Le Comité consultatif croit comprendre qu'il n'y aura aucun obstacle à ce que le Groupe fasse appel, pour cette étude, aux services du Comité international de normalisation de la comptabilité.

9. En ce qui concerne le contrôle budgétaire et l'administration du système d'allocations de crédits à l'ONU, le Comité consultatif constate avec préoccupation que les insuffisances signalées précédemment par les commissaires aux comptes n'ont, pour l'essentiel, pas été corrigées. Il pourrait s'avérer nécessaire par la suite de déterminer si la persistance de ces lacunes résulte d'une erreur humaine ou tient au fait que les méthodes d'établissement de rapports et de contrôle de l'ONU sont excessivement compliquées. Dans un domaine apparenté, le Comité consultatif recommande qu'il soit mis fin immédiatement à la pratique du paiement d'heures supplémentaires à laquelle il fait allusion au paragraphe 16 de son rapport et demande aux commissaires aux comptes de suivre l'application de cette recommandation.

10. L'application de l'article 4.4 du règlement financier dans le cadre de la nouvelle procédure budgétaire a soulevé un certain nombre de problèmes : le Comité consultatif recommande donc que le Secrétariat présente une proposition d'amendement de cet article. En ce qui concerne l'examen par les commissaires aux comptes de l'application des règles et du règlement régissant les aspects du budget

(M. Mselle)

qui ont trait aux programmes, le contrôle et l'exécution et les méthodes d'évaluation, le Comité consultatif estime qu'il faut tenir dûment compte des problèmes techniques inhérents au système actuel de planification, de programmation, d'évaluation et de contrôle de l'ONU. Etant donné que ce système est encore en cours d'évolution, il n'est pas toujours possible de définir avec précision les produits ni dans le budget-programme ni dans les rapports sur l'exécution du programme. L'évaluation du coût des produits devrait donc être considérée comme l'objectif ultime à atteindre, une fois résolus les problèmes techniques et autres.

11. Le Comité consultatif accueille avec satisfaction les observations faites par le Comité des commissaires aux comptes en ce qui concerne l'Office des Nations Unies à Vienne et attire l'attention de la Cinquième Commission sur les vues qu'il a lui-même formulées aux paragraphes 22 et 23 de son rapport. A la suite des remarques faites au paragraphe 24 de ce rapport, un nouveau tableau indiquant la situation de trésorerie de l'ONU a été publié. Le Comité consultatif estime qu'à l'avenir les tableaux indiquant la situation de trésorerie de l'ONU et des autres institutions et programmes devraient être améliorés et normalisés.

12. Le Comité consultatif souligne une fois de plus l'importance des constatations et recommandations des commissaires aux comptes en ce qui concerne le rôle des gouvernements dans l'exécution de projets de coopération technique pour le compte du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF. Les vérifications ont révélé une fois de plus des lacunes et des problèmes opérationnels graves en ce qui concerne les fonds avancés aux gouvernements pour les activités relatives aux projets. D'autres lacunes précédemment signalées n'ont, pour l'essentiel, toujours pas été corrigées. Pour le seul PNUD, les vérifications des dépenses au titre des programmes exécutés par les gouvernements ont porté sur un pourcentage de dépenses tellement faible que les commissaires aux comptes n'ont pas été en mesure d'émettre une opinion sans réserve. Le Comité consultatif a formulé des observations à propos des problèmes que soulèvent les fonds d'exploitation fournis aux gouvernements dans le cas du PNUD, du FNUAP et de l'UNICEF et a noté que l'on relevait des insuffisances analogues dans d'autres organisations. Il faudrait donc, lors des futures vérifications des comptes de ces organismes, prêter également attention à ces problèmes. En attendant, le Comité consultatif estime que les différentes administrations devraient prendre des mesures énergiques pour remédier aux faiblesses relevées par les commissaires aux comptes. Le Comité accueille avec satisfaction les commentaires et recommandations formulés à ce sujet par les commissaires et approuve en particulier la recommandation figurant à l'alinéa a) du paragraphe 64 du rapport sur les comptes du FNUAP. Mais il n'est pas d'accord avec la recommandation selon laquelle les gouvernements devraient verser des intérêts sur la fraction des fonds avancés non encore utilisée pour couvrir les dépenses relatives au programme. Enfin, le Comité consultatif recommande de ne déroger en aucun cas aux dispositions de la circulaire financière No 15 de l'UNICEF.

13. Le Comité consultatif accueille avec satisfaction les études spéciales faites par les commissaires aux comptes sur la gestion des fonds d'affectation spéciale,

(M. Mselle)

en particulier en ce qui concerne le PNUD et le HCR. Il recommande que le PNUD mette en place un mécanisme visant à éviter que l'administration et la gestion des fonds d'affectation spéciale ne deviennent trop complexes et coûteuses et à garantir qu'une part équitable des dépenses d'administration et de gestion soit imputée aux fonds. En ce qui concerne le HCR, il note que le terme "fonds d'affectation spéciale" devrait être utilisé dans un sens qui concorde avec celui que lui donnent les autres entités des Nations Unies. La comptabilisation et l'emploi des fonds acheminés par le HCR devraient être régis par certaines règles, y compris celles que formule le Comité consultatif au paragraphe 54 de son rapport.

14. Le Comité consultatif souscrit aux critiques formulées par les commissaires aux comptes à propos des pratiques du PNUD en matière de recrutement de consultants et d'accords de services spéciaux, ainsi que pour ce qui est d'imputer des postes du Siège sur le budget des projets et d'inscrire au budget des postes permanents une partie des dépenses afférentes au personnel temporaire. Le Comité consultatif estime d'autre part, comme les commissaires aux comptes, que l'Administration du FNUAP ne devrait pas élargir abusivement la définition du mot "projet" de façon à inclure sous cette rubrique des activités qui devraient, en fait, être imputées au budget des services administratifs et des services d'appui aux programmes.

15. Les résultats de l'examen approfondi de la Caisse de prévoyance du personnel régional de l'UNRWA auquel ont procédé les commissaires aux comptes à la suite des critiques qu'ils avaient formulées à diverses reprises sont exposés dans les paragraphes 93 à 138 du rapport sur les comptes de l'UNRWA. Le Comité consultatif a recommandé que des mesures correctives soient prises immédiatement pour remédier aux carences graves relevées dans la gestion et l'administration de la Caisse. Le Comité consultatif a eu l'occasion de s'entretenir longuement à New York avec les représentants du Commissaire général de l'UNRWA et a procédé à des échanges de vues avec les membres du Comité des opérations de vérification des comptes au sujet de l'étude spéciale effectuée par les commissaires aux comptes. Il est manifeste que la Caisse, dont les avoirs sont passés de 341 millions de dollars en 1986 à près de 550 millions de dollars en 1990, nécessite en matière d'administration, de gestion et de placements des services poussés qui ne peuvent être assurés dans le cadre des arrangements actuellement en vigueur. Les représentants du Commissaire général ont fait savoir que l'UNRWA était disposée à appliquer les recommandations présentes et antérieures des commissaires aux comptes; ils ont indiqué que des mesures avaient d'ores et déjà été prises en vue de mettre en place un service de secrétariat chargé d'administrer la Caisse et que la création d'un comité consultatif en matière de placements était sérieusement envisagée. Le Comité consultatif souligne combien il importe de mettre en place une unité de secrétariat pour administrer la Caisse, ainsi que le comité consultatif en matière de placements recommandé par les commissaires aux comptes. Il recommande également que le comité en question adresse ses recommandations directement au Commissaire général.

16. Il va sans dire que le Comité consultatif n'a pas formulé d'observations à propos de toutes les recommandations figurant dans les rapports des commissaires aux comptes, pas plus que les présentes remarques ne portent sur tous les points soulevés dans le rapport du Comité. M. Mselle tient toutefois à souligner que la

(M. Mselle)

vérification des comptes est un aspect essentiel du fonctionnement financier de l'Organisation, puisqu'elle doit permettre de donner aux Etats Membres l'assurance que leurs quotes-parts ou leurs contributions volontaires sont utilisées à bon escient et avec efficience. Il est donc capital que les administrations prennent au sérieux les recommandations du Comité des commissaires aux comptes. La Cinquième Commission et les autres organes délibérants responsables de la supervision des programmes sur lesquels portent les rapports de vérification des comptes accordent depuis peu davantage d'attention aux constatations des commissaires aux comptes et aux recommandations qui en découlent; ils doivent continuer à le faire.

17. M. GARRIDO (Philippines) dit qu'il est effectivement important pour l'Organisation des Nations Unies et tous les organismes intergouvernementaux de tenir compte des recommandations des commissaires aux comptes. Aux Philippines, l'organe gouvernemental qui est l'équivalent du Comité des commissaires aux comptes maintient une certaine discipline budgétaire en veillant à ce que l'ensemble des décaissements et des dépenses n'excèdent pas les montants autorisés par le Congrès. De la même façon, les décaissements de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions internationales ne devraient pas dépasser les montants autorisés par leurs organes directeurs respectifs.

18. La question des avances en espèces reste un problème. Il faut que cesse la pratique qui consiste à consentir des avances à des projets ou à des particuliers avant que les avances antérieures n'aient été régularisées. L'inclusion dans les rapports financiers d'informations sur la régularisation des avances, comme l'ont recommandé les commissaires aux comptes, pourrait permettre une plus grande discipline en la matière. Il n'est pas souhaitable non plus de réaffecter des fonds d'un projet à l'autre. Tout dépassement de crédit devrait faire l'objet d'une autorisation préalable de la part des organes directeurs. Il n'est simplement pas possible que le Secrétaire général et les chefs de secrétariat des institutions spécialisées continuent à virer des crédits d'un chapitre du budget à l'autre, ce qui conduit à dépasser le montant des dépenses autorisées. En dernière instance, ce sont les Etats Membres qui doivent payer. Or, le versement des quotes-parts pose déjà suffisamment de problèmes sans que l'on aggrave encore la situation par la pratique des dépassements de crédits.

POINT 124 DE L'ORDRE DU JOUR : PLAN DES CONFERENCES (A/45/32; A/C.5/45/8)

19. M. BAZAN (Président du Comité des conférences), présentant le rapport du Comité des conférences (A/45/32), dit qu'à sa session d'organisation de 1990, le Comité, que l'Assemblée générale dans sa résolution 44/196 A, avait invité à adopter un programme de travail plus détaillé s'était doté d'un programme de travail biennal où les questions relatives à la documentation seraient examinées les années paires et les questions relatives aux réunions les années impaires, certaines questions, le calendrier des conférences par exemple, devant être examinées chaque année.

(M. Bazan)

20. L'annexe II au rapport du Comité contient le projet révisé de calendrier des conférences et réunions pour 1991 que le Comité recommande à l'Assemblée générale d'adopter. Le Comité recommande également à l'Assemblée de l'autoriser à apporter audit calendrier toute modification rendue nécessaire du fait des mesures et décisions prises à la quarante-cinquième session. L'examen des projets de résolution par les grandes commissions pouvant donner lieu à des propositions susceptibles d'avoir des incidences sur le calendrier, le Comité se réunira en cours de session pour examiner ces éventuelles incidences sur le programme de 1991, et avisera l'Assemblée en conséquence.

21. Dans le cadre de l'examen du projet révisé de calendrier des conférences, le Comité a examiné les informations communiquées par le Comité des droits de l'homme et le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique comme suite à la résolution 44/201 B (sect. III, par. 2) de l'Assemblée générale et, dans les deux cas, a approuvé la tenue des sessions de ces organes à New York en 1991.

22. Le Comité était de nouveau saisi de statistiques relatives à l'utilisation des services de conférence par un échantillon d'organes de l'ONU qui se réunissent régulièrement depuis huit ans. Les résultats globaux affichés en 1989 sont encourageants et on a relevé une meilleure utilisation des services dans le cas d'un certain nombre d'organes de l'ONU. Sur la base des statistiques examinées au cours de la session de 1990 du Comité, des lettres vont être adressées à 14 organes pour leur demander de faire encore un effort. L'Assemblée ayant demandé de revoir la méthode de calcul des taux d'utilisation des services de conférence, le Comité a élaboré une nouvelle méthode qui serait appliquée, à titre expérimental, parallèlement à la méthode existante pendant les trois prochaines années. Le Comité a décidé qu'à l'issue de cette phase expérimentale, il choisirait la méthode la plus appropriée pour l'avenir et formulerait des recommandations à ce sujet à l'intention de l'Assemblée générale.

23. Le Comité avait à son ordre du jour pour l'exercice biennal 1990-1991 un nouveau point relatif à l'amélioration de l'organisation des travaux et à l'utilisation efficace des services de conférence, pour ce qui a trait aux services et installations disponibles au sein du système des Nations Unies. Le Comité a décidé d'étudier la question plus avant en 1991, une fois en possession d'un rapport plus détaillé du Secrétariat qui contiendrait des informations sur tous les centres de conférence y compris les commissions régionales. Le Comité n'a pu procéder à l'analyse détaillée du volet de ce point de l'ordre du jour relatif à la possibilité de planifier et de coordonner centralement tous les aspects organisationnels des services de conférence car il a dû attendre de connaître les résultats des délibérations de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social sur l'examen du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation dans les domaines économique et social et sur les questions ayant trait à la revitalisation du Conseil. On relève cependant sur de nombreux plans un développement de la coopération et de la coordination dans l'ensemble de l'Organisation. A titre d'exemple, le Comité a été invité par l'Assemblée générale à prendre les mesures voulues pour aider les organes techniques, sectoriels et régionaux à jouer un rôle plus efficace dans le processus de planification, de

(M. Bazan)

programmation et de budgétisation. Le Comité examinera en 1991 un rapport sur la question qui contiendra des informations sur l'état actuel de la coordination entre le Comité et le Conseil économique et social.

24. Dans le cadre de son programme de travail biennal, le Comité a essentiellement consacré sa session de 1990 à l'examen de la question de la documentation. Il est ressorti des délibérations que, dans certains cas, la longueur des documents et leur délai de parution étaient dans une large mesure déterminés par des mesures prises par des Etats Membres ou des décisions d'organes intergouvernementaux. Un bon exemple à cet égard est le droit souverain qu'ont les Etats Membres de demander que leurs communications soient distribuées comme document de l'Organisation, aussi le Comité a-t-il recommandé à l'Assemblée générale de demander de nouveau aux Etats Membres de faire preuve de modération en ce qui concerne les demandes de ce type.

25. Le Comité a aussi examiné un rapport (A/AC.172/139) qui fait apparaître une tendance à respecter moins souvent la limite de 32 pages fixée pour les rapports des organes subsidiaires à l'Assemblée générale. Des lettres vont être adressées aux présidents des organes subsidiaires dont les rapports dépassent la limite de 32 pages, en leur demandant de faire connaître leur opinion et en soulignant la nécessité de respecter cette limite. Le Comité a aussi prié le Secrétariat d'établir une étude sur la notion même de nombre de pages limite pour les rapports desdits organes et a recommandé à l'Assemblée générale de prier les secrétariats de ceux-ci de porter à l'attention des organes subsidiaires, au début de leur session de fond, les recommandations de l'Assemblée concernant la limite souhaitable de 32 pages.

26. Pour ce qui est de la question de l'établissement de comptes rendus analytiques pour les organes subsidiaires de l'Assemblée générale, le Comité a recommandé à l'Assemblée d'officialiser la pratique selon laquelle il n'est établi de comptes rendus analytiques pour aucun organe subsidiaire, à l'exception d'un petit nombre d'entre eux, et de continuer à en établir pour les sessions ordinaires et extraordinaires des organes directeurs du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Le Comité examinera en 1991 la question des organes et programmes qui ne sont pas financés par le budget ordinaire de l'ONU et étudiera plus en détail à cette occasion les services fournis pour les réunions de ces organes, y compris les comptes rendus.

27. S'agissant des délais de parution de la documentation, le Comité a entrepris d'examiner l'application de toutes les règles et recommandations relatives au contrôle et à la limitation de la documentation, en s'intéressant plus particulièrement à l'application par le Secrétariat de la règle des six semaines pour la documentation destinée aux sessions. Le Secrétariat a appelé l'attention sur un certain nombre de facteurs qui affectent sa capacité à faire paraître les documents suffisamment longtemps avant les sessions, notamment la réception tardive des contributions des Etats Membres à ces documents. Le Comité a donc recommandé à l'Assemblée générale d'inviter à nouveau les Etats Membres à répondre en temps voulu aux demandes de renseignements devant être inclus dans la documentation.

(M. Bazan)

28. Pour ce qui est de l'analyse des besoins de l'Organisation en matière d'impression, le Comité a prié le Secrétariat d'établir un manuel à usage interne énonçant clairement les règles à appliquer en ce qui concerne la politique de l'Organisation en matière d'impression afin que tous les départements puissent tirer pleinement parti des divers systèmes existants.

29. Conformément à son mandat élargi, le Comité a continué de suivre la politique de l'Organisation dans le domaine des publications, avec l'aide du Comité des publications. Il a poursuivi l'examen des pratiques en matière de publications périodiques et demandé qu'une évaluation soit faite du nombre des lecteurs de celles-ci. Il a en outre décidé de recommander à l'Assemblée générale d'inviter les organes intergouvernementaux à faire preuve de modération lorsqu'ils autorisent de nouvelles publications périodiques.

30. En ce qui concerne l'application des nouvelles techniques aux services de conférence, le Comité a prié le Secrétariat de continuer à développer son système de coopération interdépartementale et de lui faire rapport à ce sujet à sa session de 1991. Le Comité examinera aussi cette année-là un rapport sur les applications, tant actuelles que prévues, des nouvelles techniques dans tous les centres de conférence, y compris ceux des commissions régionales.

31. Le Comité a débattu de l'examen du Département des services de conférence envisagé par le Secrétaire général dans son rapport final sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale et, plus précisément, de sa participation audit examen. Il a été décidé que le Secrétariat, en coopération avec le Bureau du Comité des conférences, déterminerait quelles questions pourraient nécessiter un examen et ferait rapport au Comité à ce sujet à sa session de fond de 1991.

32. Pour ce qui est de l'examen du chapitre du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 relatif aux services de conférence et de bibliothèque, le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver cette partie du plan telle qu'elle a été présentée par le Secrétaire général et a proposé de reformuler deux paragraphes.

33. Dressant le bilan général des deux premières années de fonctionnement du Comité comme organe subsidiaire permanent, le Président du Comité des conférences déclare pour conclure qu'après une période d'adaptation à son nouveau statut et à son mandat élargi, en 1989, le Comité s'est attelé en 1990 à accomplir les tâches que lui a confiées l'Assemblée générale.

34. M. WYZNER (Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales) dit que 1990 a été une année remarquable pour l'ONU, que les pays considèrent de plus en plus comme la meilleure enceinte pour le règlement des problèmes d'un monde interdépendant. Les divers lieux d'affectation sont de plus en plus mis à profit pour des consultations et des négociations, et l'Organisation se trouve au centre d'une intense activité internationale. Le personnel du Département des services de conférence est fier de fournir aux Etats Membres des services qui facilitent la communication nécessaire à la concorde multilatérale et au développement. Le Département demeure résolu à satisfaire toutes les demandes,

(M. Wyzner)

mais celles-ci sont en augmentation, en raison du rôle accru de l'Organisation, alors même que le Département doit s'adapter aux réductions de postes déjà opérées. Relever ce défi suppose des talents de gestionnaire et le recours aux innovations techniques.

35. Comme l'a indiqué son président, le Comité des conférences a continué de se pencher en 1990 sur tous les aspects des services de conférence et de bibliothèque. Le calendrier des conférences et réunions sert de grille au programme de travail du Département, qui n'a guère d'emprise sur le volume ou l'échelonnement des travaux qui lui sont confiés mais qui utilise des méthodes éprouvées pour répondre à la demande. Il lui est souvent demandé à la dernière minute de s'adapter à des modifications touchant les réunions, et les ajustements qui en résultent ne sont pas toujours faciles à prendre en compte dans les statistiques de la production. En outre, le calendrier n'indique pas toutes les activités qui nécessitent des services dans le cadre des réunions; nombre de réunions ne figurent même pas sur le calendrier. Seule une planification minutieuse et une gestion responsable peuvent permettre d'utiliser pleinement les ressources disponibles, objectif d'autant plus complexe à réaliser que les états d'incidences sur le budget-programme précisent que le surcroît de ressources nécessaire doit être prélevé sur les ressources approuvées. Le Département se sent tenu de préciser à la Cinquième Commission que ces ressources ne sont pas infinies.

36. Le Comité des conférences a estimé qu'il faut prendre des mesures pour faire en sorte que les documents succincts soient davantage présentés dans les délais, afin qu'ils puissent être traités et publiés en temps voulu. M. Wyzner a donc instamment demandé à ses collègues du Secrétariat de s'efforcer de respecter les dates de soumission prévues pour les documents et d'appliquer toutes les règles relatives au contrôle et à la limitation de la documentation. Le Département fait tout ce qui est en son pouvoir pour collaborer avec les secrétariats des services organiques, mais c'est souvent à lui seul qu'il revient de tout faire pour que les documents paraissent à temps, ce qui le contraint à prendre des mesures d'urgence coûteuses. Pour contrôler et limiter réellement la documentation, le Secrétariat doit bénéficier de l'entière coopération des Etats Membres, sur décision desquels, par exemple, des communications sont distribuées comme documents de l'Organisation ou des rapports sont établis par le Secrétariat. Ce dernier est conscient de ses responsabilités pour ce qui est de la parution des documents, mais il compte sur les Etats Membres pour que les demandes d'établissement de rapports soient examinées attentivement et que les ressources nécessaires soient allouées aux multiples services du Secrétariat grâce au travail desquels les documents peuvent paraître dans les délais impartis. Le Secrétariat peut toujours s'adapter à la hâte lorsqu'il s'agit d'un délai important, mais, en matière de documentation, rien ne saurait remplacer le contrôle et la limitation. Seul un effort commun permettra de servir au mieux les intérêts des organes intergouvernementaux, les uns modérant leurs demandes de documentation, et les autres établissant en temps voulu des rapports concis.

37. Encadré par le Comité des publications, le Département est chargé d'exécuter le programme de publications prescrit par les organes délibérants. M. Wyzner se

(M. Wyzner)

félicite de l'intérêt croissant porté par les Etats Membres à ce secteur important. Le rapport complémentaire sur les publications périodiques examiné par le Comité des conférences a permis de se faire une bonne idée de la manière dont les Etats Membres perçoivent la production des publications et le niveau des ressources à y consacrer. Le Comité consultatif s'est aussi penché sur le programme de publication lorsqu'il a examiné le budget de l'exercice biennal. Le Département se félicite de ce dialogue et est convaincu que les efforts déployés actuellement se traduiront par une plus grande rationalisation du programme.

38. L'attention portée plus spécialement depuis quelque temps aux besoins de l'Organisation en matière d'impression s'est étendue en fait à tout l'éventail des activités d'impression et de reproduction. Ces activités sont effectivement pour une large part consacrées aux publications mais le traitement de la documentation des organes délibérants représente l'essentiel des travaux d'impression interne. La politique du Secrétariat s'inspire de la recommandation formulée par le CCQAB dans son premier rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1988-1989 (A/42/7, par. 74) et axée sur le développement de l'impression des publications sur place. Comme il est dit dans le rapport analytique du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale (A/45/226), des mesures ont été prises au Siège et ailleurs, pour réduire et rendre plus efficace le recours à l'impression contractuelle. Un exemple à cet égard est la modernisation des équipements de reproduction de la Commission économique pour l'Afrique proposée par le Secrétaire général dans son rapport sur les prévisions révisées au titre du chapitre 13 du budget (A/C.5/45/2). Le Département espère que le CCQAB a examiné ces propositions d'un oeil favorable.

39. La gamme des services assurés par le Département, souvent dans des conditions très difficiles, suppose une combinaison de stratégies prospectives, de techniques et d'esprit pratique. L'examen du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 par le Comité des conférences revêt une importance particulière à cet égard, en ce sens qu'il donne lieu à une rétro-information précieuse sur les objectifs fixés et les stratégies et activités prévues par le Département. Le plan à moyen terme pour les services de conférence et de bibliothèque (A/45/6, programme 39) fait ressortir la volonté constante du personnel du Département d'assurer des services efficaces pour les consultations et négociations multilatérales. Après des consultations au sein du Secrétariat et sur la base des examens par le Comité des conférences, le Département a défini ses objectifs, cerné les difficultés et mis au point des stratégies permettant de s'attaquer aux problèmes au cours de la période couverte par le plan. La nouvelle formulation proposée par le Comité dans son rapport enrichit les textes relatifs aux activités de publication et à l'automatisation et la gestion économique de la diffusion de l'information et met en lumière les domaines où le travail déjà entrepris nécessitera une dose considérable d'efforts et de ressources.

40. L'axe principal de la stratégie du Secrétariat, qui informe chaque sous-programme du plan à moyen terme pour les services de conférence et de bibliothèque, consiste en une automatisation mûrement réfléchie des fonctions, chaque fois que cela est possible et rentable. Cette stratégie vise à faciliter

(M. Wyzner)

une approche mondiale de la répartition et de l'utilisation des ressources disponibles. L'automatisation n'est pas un but en soi, mais le Département espère que la Cinquième Commission conviendra que les ressources financières et les efforts consacrés à cette fin sont plus que justifiés par les gains réalisés sur le plan de la qualité des services de conférence. Dans certains domaines, l'introduction des nouvelles techniques a déjà permis de réaliser d'importantes économies en effectifs, en heures supplémentaires et en personnel temporaire, aussi le Département espère-t-il que le dialogue à ce sujet se poursuivra. Un des aspects marquants du programme d'innovations technologiques est l'introduction de la technique des disques optiques pour le stockage des documents de conférence, comme l'Assemblée générale l'a demandé à sa quarante-quatrième session. Un rapport intérimaire décrivant la mise en oeuvre de la première phase du projet et les activités prévues pour les phases suivantes sera présenté à l'Assemblée, le but final étant de mettre ce système en place dans tous les grands centres de conférence et de permettre aux Etats Membres et aux autres usagers d'y accéder.

41. On peut trouver un exemple de cette combinaison des applications technologiques et d'une approche fondée sur la gestion concrète dans le rapport du Secrétariat sur les normes et statistiques de production (A/C.5/45/1), où les normes existantes sont examinées à la lumière de l'impact des innovations technologiques sur les méthodes de travail. Outre cet impact, le rapport décrit les incidences des nouvelles méthodes de travail sur le volume de travail pour différentes fonctions au sein du Département et recommande, chaque fois que possible, des augmentations de la productivité. M. Wyzner juge encourageant le fait que les travaux du Comité consultatif ont permis à tous de comprendre pourquoi le Secrétariat propose dans certains cas de réviser et dans d'autres de maintenir les normes de production actuelles.

42. L'Assemblée générale examinera aussi un rapport sur la reprise des consultations à propos de la recommandation du Secrétaire général tendant à créer des services de conférence communs au Centre international de Vienne. Le Comité sera saisi avant la fin de la session d'un rapport sur les nouvelles discussions qui ont eu lieu à ce sujet en 1990.

43. La pression croissante exercée par la multiplicité des questions politiques, sociales et économiques à traiter a imposé une mondialisation accélérée de l'affectation et de l'utilisation des ressources en matière de services de conférence. Certes, on recourt aux moyens de télécommunication et développe la coordination entre tous les lieux d'affectation, mais il faut aussi tenir dûment compte des prescriptions énoncées par l'Assemblée générale dans sa résolution 40/243 à propos du lieu des réunions. Tirant parti des nouvelles techniques et bénéficiant des directives du Comité, le Département s'efforcera d'accroître l'efficacité et la productivité en transférant les ressources ou en appliquant les innovations technologiques pour le traitement de la documentation et des publications et en renforçant la coordination pour l'affectation et l'utilisation des ressources dans l'ensemble du système. Des consultations interinstitutions ont fait apparaître une volonté nouvelle de partage de l'information sur la

(M. Wyzner)

programmation et le service des réunions à l'échelle du système. Le Département se félicite de la volonté du Comité des conférences de se pencher de plus près sur ces questions.

44. L'histoire récente montre que les potentialités de l'ONU en tant qu'instrument d'établissement et de maintien de la paix, de réalisation de l'autodétermination, de développement économique et social et de préservation de l'environnement sont de plus en plus reconnus. Où qu'ils se trouvent, les fonctionnaires des services de conférence sont fiers de leur contribution à ces nobles entreprises; ils se félicitent du soutien accordé à leurs efforts, ainsi que d'être reconnus en tant que partie intégrante de l'ensemble du système. Leurs compétences et leur dévouement sont l'une des constantes dans l'activité de l'Organisation. Il est peut-être vrai que les fonctionnaires des services de conférence s'acquittent au mieux de leur mission lorsqu'ils sont invisibles, mais ils sont néanmoins toujours présents pour aider les Etats Membres à redonner vie aux idéaux inscrits dans la Charte. Tout comme les Etats Membres peuvent compter sur les services de conférence, le Département compte sur le soutien des Etats Membres pour obtenir les ressources qui lui permettront de jouer son rôle au service de leur communication.

45. M. SIGURDSSON (Islande), parlant également au nom du Danemark, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, dit que l'organisation de réunions et la publication des documents font partie intégrante des méthodes de travail de l'Organisation. Etant donné que les services de conférence et de bibliothèque représentent près d'un cinquième du budget ordinaire, les Etats Membres doivent s'assurer qu'ils sont utilisés de façon optimale. De fait, l'utilisation des services de conférence s'est améliorée ces dernières années, ainsi qu'il ressort du rapport analytique du Secrétaire général sur l'application de la résolution 41/213 (A/45/226). Il faudrait néanmoins aller plus loin.

46. Le taux d'utilisation moyen est tombé de 77 % en 1987 à 74 % en 1989, mais, dans l'ensemble, on a approché, voire dépassé l'objectif de 75 % fixé en 1983, les progrès ayant été particulièrement sensibles à New York en 1989. Tous les organes de l'ONU devraient pouvoir atteindre cet objectif. Le rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de l'utilisation des ressources en matière de services de conférence (A/AC.172/88/Add.8) montre que 39 % des organes ont utilisé moins de 75 % des ressources mises à leur disposition, 21 % d'entre eux n'ayant même pas atteint un taux de 54 %. Ces organes doivent faire un effort et le Comité des conférences doit insister de nouveau auprès de tous les organes intéressés pour qu'ils utilisent les services de conférence aussi efficacement que possible. La méthode utilisée jusqu'à présent pour calculer le taux d'utilisation ne permet pas de se faire une idée claire de la situation réelle et encourage les organes à faire usage des services de conférence même s'ils n'en n'ont pas besoin. Les pays nordiques se félicitent donc qu'une nouvelle méthode ait été mise au point et estiment qu'il faut l'appliquer à titre expérimental.

47. On ne peut aussi que se féliciter des mesures prises par le Département des services de conférence en collaboration avec le Comité des conférences pour rationaliser le calendrier des conférences et réunions. En ce qui concerne

(M. Sigurdsson, Islande)

l'application de la résolution 40/243 aux organes créés en vertu d'instruments internationaux, il faut rappeler que ceux-ci ne sont soumis aux décisions budgétaires et administratives de l'Assemblée générale que pour autant que ces décisions ne les empêchent pas de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des instruments en question et que ceux-ci ne peuvent être modifiés par des résolutions de l'Assemblée. En conséquence, la possibilité de tenir les sessions de printemps du Comité des droits de l'homme à New York ne peut être envisagée que d'un point de vue purement technique. Le rapport du Secrétaire général sur les services et installations de conférence disponibles au sein du système des Nations Unies (A/AC.172/137) fournit des indications utiles mais il est incomplet : le Secrétariat étant chargé de coordonner toutes les activités de conférence de l'Organisation, l'information contenue dans les rapports ne devrait pas être limitée aux services de New York, Genève et Vienne. Estimant souhaitable que tous les services de conférence de l'ONU soient centralement planifiés et coordonnés, les pays nordiques sont favorables à ce que le Comité des conférences continue d'examiner le projet de calendrier des conférences du Conseil économique et social avant son adoption par ce dernier. Ils attendent avec intérêt le débat qui aura lieu sur ce point lorsque le Secrétariat présentera son rapport en 1991.

48. En ce qui concerne le contrôle et la limitation de la documentation, tous les organes devraient s'astreindre à respecter les délais et le nombre de pages fixés. Les pays nordiques constatent non sans inquiétude que les rapports des organes subsidiaires de l'Assemblée générale dépassent généralement le nombre de pages maximum arrêté en 1982. Ils estiment que le Comité des conférences doit continuer d'écrire aux présidents des organes dont les rapports dépassent 32 pages et se félicitent que le Comité ait décidé d'inviter les secrétariats des organes subsidiaires à appeler l'attention de ces derniers sur les recommandations de l'Assemblée générale au début de leurs sessions. Il faudrait que les prochains rapports donnent les raisons des dépassements observés : cela permettrait peut-être de prendre des mesures correctives. La limite de 32 pages paraît acceptable dans la plupart des cas et constitue un excellent moyen de faire les économies indispensables et de faciliter la lecture des rapports.

49. Les Etats Membres pourraient eux-mêmes sensiblement contribuer à limiter le volume de la documentation en réduisant le nombre de communications dont ils demandent la publication en tant que documents officiels. En ce qui concerne le rapport sur l'application de toutes les règles et recommandations relatives au contrôle et à la limitation de la documentation (A/AC.172/141), les pays nordiques notent que le Secrétariat s'est efforcé de respecter la limite de 24 pages qui lui a été imposée. S'agissant de la règle des six semaines, ils tiennent à rappeler que le non-respect des délais peut non seulement ralentir les travaux, mais nuire à leur qualité et entraîner un gaspillage des ressources affectées aux services de conférence. Il est donc indispensable que le Secrétariat respecte autant que possible la règle en vigueur et que les Etats Membres lui fournissent rapidement les informations dont il a besoin pour établir les documents.

50. Pour ce qui est de l'établissement de comptes rendus analytiques des réunions des organes subsidiaires de l'Assemblée générale, les pays nordiques souscrivent à

(M. Sigurdsson)

la recommandation du Comité des conférences tendant à maintenir la pratique établie. Ils ont pris note avec intérêt des délibérations du Comité relatives aux organes qui ont droit à l'établissement de comptes rendus analytiques mais ne respectent pas la limite de 32 pages pour leurs rapports.

51. S'agissant du rapport du Secrétaire général sur les besoins de l'Organisation en matière d'impression, les pays nordiques se félicitent que l'on ait pris des mesures pour améliorer le rapport coût-avantage des travaux confiés à l'extérieur. Ils auraient cependant souhaité trouver dans le rapport des informations plus précises sur le volume de travail et sur le coût respectif des travaux effectués par les services de l'Organisation et des travaux contractuels avant de pouvoir faire des recommandations à l'Assemblée générale en application de la résolution 44/196 B. Ils souhaiteraient aussi être mieux informés du système de contrôle du coût des travaux contractuels. A cet égard, ils souscrivent à la recommandation du Comité des conférences tendant à élaborer un manuel à usage interne énonçant les règles à appliquer en ce qui concerne la politique de l'Organisation en matière d'impression. Se référant au paragraphe 4 de la résolution 43/222 B relatif à la politique de l'Organisation dans le domaine des publications, ils prennent note avec satisfaction des efforts menés pour examiner et, si possible, élaguer le programme de publications périodiques, et pour mettre au point une nouvelle méthode de calcul du coût des publications.

52. Le document de séance établi par le Secrétariat sur l'application des techniques nouvelles aux services de conférence (A/AC.172/1990/CRP.3) fournit un bon aperçu de la situation. Les mesures prises pour développer l'application des innovations techniques sont les bienvenues. Il serait néanmoins souhaitable que les prochains rapports fournissent davantage d'informations sur l'application de ces innovations dans tous les organismes du système des Nations Unies et sur les applications actuelles et futures qui pourraient contribuer à accroître l'efficacité des services de conférence et de documentation. Les pays nordiques ont pris note des recommandations du Comité des conférences relatives aux demandes de dérogation au paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 et prennent note avec satisfaction du travail accompli par le Secrétariat pour préparer l'examen du chapitre du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 consacré aux services de conférence et de bibliothèque.

POINT 125 DE L'ORDRE DU JOUR : BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LA REPARTITION DES DEPENSES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (suite) (A/45/11)

53. M. ABRASZEWSKI (Pologne) dit que sa délégation a conscience des difficultés et de la complexité de la tâche à laquelle le Comité des contributions s'est attaché en réalisant l'étude de la méthode de calcul des quotes-parts demandée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 43/223 et 44/197. La tâche a été d'autant plus ardue que, conformément aux directives de l'Assemblée, le Comité s'est attaché dans son rapport A/45/15 à examiner les différentes méthodes d'évaluation de la capacité de paiement des Etats Membres. Malgré cela, la délégation polonaise a plusieurs réserves à formuler quant au fond.

(M. Abraszewski, Pologne)

54. Le Comité recommande de maintenir une période statistique de base de 10 ans. L'orateur souligne à cet égard que, pour des raisons techniques, les statistiques utilisées ont déjà deux ans de retard au moment où le barème entre en vigueur. Ce décalage peut fausser considérablement l'évaluation de la capacité de paiement des pays traversant une période de mutations économiques, comme ceux d'Europe centrale et orientale. Cela étant, la délégation polonaise comprend bien les raisons pour lesquelles certains s'opposent à ce que le barème des contributions soit basé sur des phénomènes économiques à court terme. C'est pourquoi elle est prête à accepter la proposition du Comité qui, après mûre réflexion, a proposé de retenir une période statistique de base de 10 ans pour le barème de la période 1992-1994. Elle se réserve néanmoins la possibilité de revenir sur ce sujet dès que les circonstances le permettront.

55. Au paragraphe 39 du rapport du Comité, il est dit que la notion de revenu ajusté pour tenir compte de la dette représente un progrès considérable par rapport à la formule actuelle. La délégation polonaise n'en est pas convaincue et regrette que le Comité n'ait pas étayé cette affirmation par des exemples chiffrés qui auraient permis de déterminer les incidences concrètes de cette nouvelle notion. Elle note à cet égard que, si les remboursements du principal ayant servi à calculer le revenu ajusté pour tenir compte de la dette proviennent essentiellement des statistiques de la balance des paiements du Fonds monétaire international, ces données ont été complétées par des statistiques publiées par la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque des règlements internationaux. Le fait de recourir à plusieurs sources se traduit par un manque de comparabilité des données internationales relatives à la dette extérieure, ainsi que le Comité l'a fait observer lui-même en 1989 (A/44/11). L'étude sur le rapprochement de ces données, qui devait être terminée au cours du quatrième trimestre de 1989 au plus tard, ne sera disponible qu'en 1993. En conséquence, lorsque le Comité établira le barème révisé, en mai 1991, il n'aura pas à sa disposition une série complète de données fiables. Par ailleurs, il semble que la nouvelle méthode ait pour effet de réduire le nombre de points qui sont redistribués par suite de l'ajustement en fonction de la dette, ce qui diminue le poids de ce dernier facteur dans les calculs. Enfin, la notion de revenu ajusté pour tenir compte de la dette ne tient pas suffisamment compte du fardeau des pays fortement endettés qui sont incapables de rembourser le principal et ne peuvent payer qu'une partie des intérêts. Pour toutes ces raisons, la délégation polonaise estime que cette notion ne permet pas de répondre à la question de savoir comment prendre en compte le poids de la dette extérieure dans le barème des quotes-parts. Tant qu'on n'aura pas trouvé de solution satisfaisante, elle restera favorable au maintien de la formule actuelle.

56. Dans ses résolutions 43/223 B et 44/197 A, l'Assemblée générale avait prié le Comité d'éviter les doubles emplois et tout effet négatif de chacun des éléments de la méthode sur d'autres, afin de refléter la capacité de paiement. Le Comité n'a pas parfaitement appliqué cette directive. Il s'est contenté d'utiliser le mécanisme des ajustements spéciaux pour contrebalancer les effets négatifs de tel ou tel élément. Ce mécanisme est peut-être adéquat lorsqu'il s'agit de remédier à des problèmes tels que ceux mentionnés par le Comité au paragraphe 42 a) de son

(M. Abraszewski, Pologne)

rapport, mais il ne devrait pas servir à compenser les failles de la formule de limitation des variations. La délégation polonaise ne comprend pas pourquoi le Comité n'a pas essayé d'améliorer cette dernière formule, ou tout au moins de proposer aux Etats Membres des moyens de l'affiner. Elle souhaiterait que le Comité réexamine toute cette question au cours de sa prochaine session en vue de trouver une solution qui satisfasse aux exigences formulées par l'Assemblée dans sa résolution 43/223.

57. L'application rigide de la méthode d'établissement du barème s'est traduite, pour la Pologne, par une quote-part sensiblement plus élevée qu'elle n'aurait dû l'être. Sa quote-part pour la période 1989-1991 est supérieure de sept points à celle résultant du barème automatisé. Autrement dit, en dépit des problèmes très graves que lui pose le service de la dette, la Pologne n'a bénéficié d'aucun dégrèvement dans le cadre de la formule actuelle de limitation des variations.

58. La délégation polonaise appuie la décision du Comité tendant à porter à 2 600 dollars le plafond du revenu par habitant utilisé dans la formule de dégrèvement en faveur des pays où ce revenu est faible. Elle s'étonne cependant que la contribution de la Pologne ait augmenté alors que le revenu par habitant de ce pays n'était que de 1 695 dollars en 1986 et 1987. Elle y voit un nouvel exemple des effets négatifs qu'ont différents éléments de la méthode. Cependant, comme la Pologne fait partie des pays intéressés, elle s'abstiendra de faire des propositions précises sur ce point particulier.

59. En conclusion, la délégation polonaise réaffirme son soutien au Comité des contributions et l'encourage à poursuivre les efforts indéniables qu'il mène pour améliorer la méthode d'établissement du barème. Elle se félicite que le barème ait été adopté par consensus au cours des années précédentes et elle n'épargnera aucun effort pour qu'il en aille de même à l'avenir.

La séance est levée à 13 h 10.